

Ouvrage publié avec le soutien de l'institut  
Caisse des dépôts et consignations pour la recherche.

---

# Les Pensées monétaires dans l'histoire

L'Europe, 1517-1776

Sous la direction de Jérôme Blanc et Ludovic Desmedt

PARIS  
CLASSIQUES GARNIER  
2014

## Remerciements

Ce livre est le résultat d'un projet de longue haleine engagé sous forme de séminaire en 1999 par Jean-François Renaud et André Tiran, dans le cadre du Centre Auguste et Léon Walras (université Lumière Lyon 2). Nous leur sommes redevables de nous avoir confié le projet, qui a ensuite sensiblement évolué. Nous remercions les intervenants qui ont participé au travail collectif du séminaire, travail à partir duquel ce livre a été lentement élaboré. Quelques textes ou parties de textes ont aussi été présentés au cours du séminaire *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, organisé par Bruno Théret à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), entre 2000 et 2007. Nous remercions les participants pour leur apport.

Ce volume n'aurait pu voir le jour sans le soutien de l'Institut Caisse des dépôts et consignations pour la recherche dirigé par Isabelle Laudier. Ce soutien nous a permis de financer notamment les traductions et le travail d'édition, ainsi que l'organisation de *workshops* à Lyon et à Strasbourg. Ce projet a également bénéficié de la logistique de plusieurs laboratoires, dernièrement Triangle à l'université Lumière Lyon 2 et le Laboratoire d'économie et de gestion (LEG) à l'université de Bourgogne.

Enfin, nous remercions les auteurs du livre et Isabelle Laudier pour leur grande patience et leur confiance, de même que Michel Baffray qui en a assuré la relecture et les corrections avec une précision d'orfèvre et une volonté d'alchimiste de transformer le plomb en or. Anne Deshors en a assuré la mise en page. Nous laissons derrière nous trois laboratoires disparus dans l'intervalle, signe d'une agitation institutionnelle qui n'aura pas eu raison de ce projet.

Jérôme Blanc est maître de conférences à l'université Lumière – Lyon 2. Ses recherches portent sur la monnaie, qu'il aborde à partir d'un cadre socioéconomique et d'histoire des idées. Il a notamment publié *Les Monnaies parallèles* (Paris, 2000) et dirigé *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales* (Paris, 2006). Il est membre du comité éditorial des revues *RECMA* et *IJCCR*.

Ludovic Desmedt est maître de conférences et responsable du Master 1 spécialité banque, patrimoine, assurance à l'université de Bourgogne. Ses recherches portent sur l'histoire de la pensée et l'évolution des systèmes monétaires dans le contexte anglo-saxon. Il est membre du comité éditorial de la revue *Économies et sociétés*, série « Histoire de la pensée économique ».

© 2014. Classiques Garnier, Paris.  
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.  
Tous droits réservés pour tous les pays.

ISBN 978-2-8124-2863-0 (livre broché)  
ISBN 978-2-8124-2864-7 (livre relié)  
ISSN 2108-9868

# Sommaire

<b>Introduction. Les pensées monétaires dans l'Europe moderne : contexte et intentions</b> (Jérôme BLANC et Ludovic DESMEDT) .....	7
<b>Chapitre 1. Les faits monétaires et financiers en Europe du seizième au dix-huitième siècle</b> (Gilles JACOUD et André TIRAN) .....	47
<b>Chapitre 2. Le mouvement des idées monétaires dans l'Europe moderne</b> (Jérôme BLANC et Ludovic DESMEDT) .....	119
<b>Chapitre 3. Dans l'atelier des banquiers : fortunes et infortunes diverses</b> .....	159
1. La monnaie de crédit comme pierre philosophale : la pensée alchimique et la révolution financière (Carl WENNERLIND) .....	161
2. Les Provinces-Unies et la Banque d'Amsterdam (Lucien GILLARD) .....	205
3. La Banque d'Angleterre et la <i>City</i> (Ludovic DESMEDT) .....	251
4. Une expérience contrariée sous la Régence : le système de John Law (Jean CARTELIER) .....	291
<b>Chapitre 4. La France</b> .....	329
1. La France de François I <sup>er</sup> à Louis XIV : souveraineté, richesse et falsifications monétaires (Jérôme BLANC) .....	331
2. Le grand débat monétaire du dix-huitième siècle entre John Law et Richard Cantillon (Antoin MURPHY) .....	395
3. La pensée monétaire en France entre 1750 et 1776 : Forbonnais, Quesnay et Turgot (Joël-Thomas RAVIX) .....	435
<b>Chapitre 5. La Grande-Bretagne et son empire</b> .....	477
1. La Grande-Bretagne et l'empire aux seizième et dix-septième siècles : de Gresham à Locke (Ludovic DESMEDT) .....	479
2. La Grande Bretagne et l'empire au dix-huitième siècle : de Defoe à Stuart (Ludovic DESMEDT) .....	525
<b>Chapitre 6. L'Italie</b> .....	583
1. Innovations et blocages en Italie, au seizième et au dix-septième siècle (André TIRAN) .....	585
2. La monnaie et les prix dans la pensée italienne au dix-huitième siècle (André TIRAN) .....	645

<b>Chapitre 7. La péninsule Ibérique .....</b>	<b>701</b>
1. Monnaie, prix et développement en Espagne, 1550-1650 (Louis BAECK).....	703
2. La crise des vellón : théories et politiques monétaires en Castille durant la première moitié du dix-septième siècle (Claudia de LOZANNE JEFFERIES) .....	743
3. La monnaie dans la pensée économique portugaise, 1500-1750 (José Luís CARDOSO) .....	785
<b>Chapitre 8. Le Saint Empire romain germanique .....</b>	<b>809</b>
1. La monnaie et le monstre : parfums pécuniaires dans le Saint Empire romain germanique du seizième au dix-septième siècle (Niall BOND) .....	811
2. La monnaie en Allemagne et en Autriche au dix-huitième siècle : réflexions et recompositions (Niall BOND) .....	861
<b>Chapitre 9. Les confins nordiques et orientaux de l'Europe.....</b>	<b>897</b>
1. Argent, cuivre, papier : l'évolution des idées monétaires en Suède, 1521-1776 (Anders ÖGREN et Leif RUNEFELT) .....	899
2. Idées et réformes monétaires en Russie entre 1500 et 1776 (Danila RASKOV) .....	941
3. Au carrefour des flux entre l'Europe et l'Orient : pratiques et politiques monétaires dans l'Empire ottoman, 1500-1800 (Şevket PAMUK) .....	997
Index et tables .....	1027
Index thématique .....	1029
Index des auteurs cités (jusqu'en 1776) .....	1039
Liste des contributeurs .....	1047
Tables des tableaux, des figures et des encadrés .....	1045
Table des matières .....	1049

## Introduction

### Les pensées monétaires dans l'Europe moderne : contexte et intentions

## La monnaie dans la pensée économique portugaise, 1500-1750

José Luís CARDOSO

### Préambule : un nouveau contexte économique

Le dernier quart du XV<sup>e</sup> siècle représente une période décisive dans l'histoire du Portugal, et, tout naturellement aussi, dans l'histoire de l'Europe.

Lorsque l'on analyse les répercussions économiques des découvertes maritimes portugaises et de l'expansion commerciale qui leur est associée, les éléments de référence qui ressortent généralement sont : l'ouverture de nouvelles routes pour le commerce maritime, l'accès à la première place dans le commerce de produits jusque-là inconnus ou peu vendus sur les marchés européens, la stimulation du développement des activités de production et financières dans les diverses nations européennes, de même que le transfert de l'axe commercial indo-européen de la Méditerranée vers l'Atlantique. Ainsi le résume Braudel :

Les historiens ont étudié, mille fois pour une, la fortune du Portugal : l'étroit royaume lusitanien ne joue-t-il pas les premiers rôles dans l'énorme bouleversement cosmique qu'introduisent l'expansion géographique de l'Europe, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, et

son explosion sur le monde ? Le Portugal a été le détonateur de l'explosion. Le premier rôle lui revient. (Braudel 1979, p. 114.)

Cette « explosion » concerne, d'une part, le rôle joué par les divers acteurs économiques prenant part aux actions d'expansion, lequel subit un ensemble de modifications ; elle traduit, d'autre part, l'apparition de phénomènes et de problèmes économiques nouveaux exigeant une analyse et une réglementation urgentes.

Ainsi, à l'aube du XVI<sup>e</sup> siècle, il n'est pas rare de trouver des exemples d'une ferme volonté d'établir les principes explicatifs de la réalité économique. Dans leurs approches, les auteurs portugais ont, sans doute, été plus sensibles aux exigences d'information et de description des nouvelles réalités observées qu'aux impératifs d'un travail scientifique de caractère analytique et abstrait. Mais, ici également, ils ont fait preuve d'une certaine avant-garde, en élargissant les découvertes aux domaines peu explorés de la connaissance économique, notamment en ce qui concerne l'étude des problèmes associés à la monnaie et aux phénomènes de nature monétaire.

Les Portugais sont passés maîtres dans l'art de défricher de nouvelles routes pour le commerce avec l'Orient et avec l'Asie en exerçant une domination technologique et scientifique dans les domaines de la construction navale et des instruments auxiliaires de navigation. Sans cette capacité, il n'aurait pas été possible de réaliser l'exploit remarquable qui a permis de déplacer vers l'Atlantique une partie substantielle du trafic commercial des produits orientaux qui, jusque-là, arrivaient sur les marchés européens, en provenance de l'océan Indien, *via* la mer Rouge et la Méditerranée. La distance à parcourir en passant par le cap de Bonne-Espérance était plus grande, ce qui provoquait, essentiellement, des inconvénients liés aux conditions d'entreposage et de conservation du chargement en transit prolongé et soumis à mille vicissitudes naturelles ou d'origine humaine. Cependant, de tels obstacles étaient plus que compensés

par la diminution des incertitudes et des coûts de transaction liés à l'intervention de multiples intermédiaires qui s'enrichissaient au profit d'un intense et lucratif trafic de produits précieux orientaux – poivre et autres épices, pierres, soies, parfums, porcelaine – bénéficiant d'une demande assurée sur les places commerciales de l'Europe cultivée et riche de la Renaissance.

Lisbonne remplaçait, ainsi, tous les postes et ports d'escale et de passage et obtenait l'enviable statut de première destination des chargements embarqués dans les contrées les plus lointaines. Cette position privilégiée aurait été impensable, comme nous l'avons dit précédemment, sans cette capacité d'innovation et cette domination scientifique et technique dans les activités nautiques. Le succès de l'expansion portugaise est en grande partie dû à cette connaissance supérieure de la cartographie, des instruments de navigation et de la construction navale.

D'autres conditions étaient également indispensables, à savoir : de bonnes capacités d'organisation et d'action militaires (notamment par le biais de la construction et de la conservation de forteresses placées stratégiquement sur les routes commerciales), une certaine expérience diplomatique et politique, en vue de l'établissement de relations favorables à la présence et au contact des Portugais avec les royaumes asiatiques, ainsi qu'un certain prosélytisme religieux, évangéliste et pacificateur des consciences.

L'épopée des navigations portugaises impliquait également une préparation adéquate pour parvenir à réaliser l'objectif économique de réunir les divers acteurs sociaux engagés dans la conquête commerciale des mers. En d'autres termes, cela exigeait la présence de capitaux et de sociétés d'investissement, la création de comptoirs et de structures intermédiaires chargés des échanges commerciaux, la manipulation d'instruments techniques facilitant les échanges (effets de commerce, changes, assurances), le respect de principes juridiques en matière contractuelle, l'acceptation de règles universelles d'imposition ; en résumé, l'encadrement

institutionnel adapté au bon développement du commerce portugais en Orient.

Pour ce faire, non seulement fallait-il disposer d'une grande et généreuse ouverture d'esprit et d'un attrait pour l'inconnu et l'inattendu, mais encore fallait-il consolider une nouvelle éthique en rupture avec les limites étroites et conventionnelles de la légitimation sociale des activités commerciales. Les témoignages que nous ont légués chroniqueurs, capitaines et gouverneurs, voyageurs et marchands, convergent tous vers l'acceptation implicite de la primauté du commerce ou, du moins, de la présence marquée du volet commercial et économique dans ce périple océanique que le Portugal préparait soigneusement depuis les premières heures du XV<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

Soulignons, à ce propos, que la formation d'une nouvelle mentalité et d'une nouvelle éthique commerciale était progressivement organisée par quelques-uns des plus illustres représentants de la pensée politique et économique scolastique ; ces derniers ont eu le mérite de dispenser certaines pratiques économiques du jugement moral excessif que le droit canonique imposait, mais que la vie civile considérait de moins en moins comme illicites. C'est ainsi que, à la veille de la grande euphorie et de l'expansion commerciale résultant des grandes découvertes, certains docteurs de l'Église formulent des réflexions novatrices sur le caractère licite ou illicite d'opérations économiques de plus

<sup>1</sup> La bibliographie portugaise sur le thème des grandes découvertes est très vaste. Pour une vision d'ensemble et dans un langage plus accessible, il est toujours utile de consulter les classiques : Boxer (1969) et Godinho (1969). Sur la littérature économique produite dans le contexte de l'expansion portugaise, se référer à Cardoso (1997), chap. I à III.

en plus répandues dans la société portugaise<sup>1</sup>.

Analysées dans leur ensemble, ces œuvres révèlent une attention particulière portée au problème de l'usure et de ce qui devrait être considéré, ou non, comme pratique usuraire, notamment dans les cas de prêts pécuniaires. L'attention accordée à ce thème est compréhensible, car on sait combien le monde chrétien était imprégné de l'idée selon laquelle l'usure constituait un vol et, par conséquent, un péché qui pourrait souiller l'âme de ceux qui le pratiquaient (Langholm, 1998).

Dans sa formulation la plus simple, l'usure représentait un gain ou un intérêt illicite ou excessif sur une somme d'argent prêtée par une personne à une autre. Les usuriers contariaient les principes de la générosité chrétienne basée sur l'idée d'une donation volontaire et sans contrepartie, légitimée par la conviction que le bonheur était un don à la portée des personnes honnêtes qui ne se salissaient pas les mains avec des gains illégitimes. Le caractère contraignant, forcé, de la perception d'une commission ou d'une prime contariait le principe de l'harmonie inhérente aux relations économiques basées sur le libre consentement mutuel.

Malgré la condamnation sans équivoque des actes concourant à l'obtention d'une richesse superflue, on invoquait des arguments en faveur de la légitimation de pratiques que la rigoureuse législation canonique aurait dû exempter de la qualification excessive d'usuraires. Ainsi, l'observation de situations caractérisées par un « bénéfice cessant » (*lucrum cessans*) ou un « dommage naissant » (*damnum emergens*) constituait le critère de

<sup>1</sup> Parmi les auteurs qui ont le plus contribué au renouveau de la scolastique médiévale portugaise dans les matières économiques, il faut citer les noms de Álvaro Pais (1275-1352) et de João Sobrinho (?-1486). Pour une approche synthétique de l'œuvre de ces derniers et d'autres auteurs importants pour l'histoire de la pensée économique portugaise antérieure à 1750, voir Magalhães (1967) et Cardoso (2001). Voir aussi, parmi les approches historiques qui ont poussé le développement des études sur les auteurs mercantilistes portugais : Amzalak (1928) ; Gonnard (1947).

base pour déterminer la légitimité d'un certain type d'activités économiques. C'est sur le fondement de ce même type d'arguments que, dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, après l'euphorie des grandes découvertes et sous la puissante influence de la scolastique revue par l'école de Salamanque, nous allons assister à la dépénalisation de l'usure, au départ dans le cas des pratiques de change et d'assurance.

### Monnaie et prix : l'influence de l'école de Salamanque

L'atmosphère de renouveau décrite ci-dessus créait les conditions nécessaires à la réceptivité des nouvelles pratiques commerciales, économiques et financières. Il s'avérait essentiel de désacraliser l'argent et de le libérer des entraves morales qui l'empêchaient d'être utilisé pleinement et efficacement. Envisager l'argent de cette façon exigeait également une certaine capacité de réflexion sur la base matérielle du monnayage, autrement dit de cette marchandise métallique en or ou en argent qui, de façon croissante, approvisionnait les marchés européens.

La découverte et le transport de l'or africain au milieu du XV<sup>e</sup> siècle constituent un événement dans lequel interviennent directement les Portugais (voir Vilar, 1974, p. 44-69). Ces conquêtes ont permis de mieux appréhender et comprendre l'essence de la valeur de l'argent et sa relation avec les biens qui font l'objet de transactions. L'un des premiers auteurs à aborder ce thème est Damião de Góis (1544-1549), qui, pendant longtemps, a exercé des fonctions administratives au sein de la représentation commerciale de la cour portugaise en Flandres ; ainsi, il vivait à Anvers et fréquentait les milieux cultivés de l'Europe de la Renaissance. Parmi les lettres qu'il écrit au roi dom João III, il y en a une (non datée) qui présente un intérêt particulier : selon l'auteur, battre monnaie de façon répétitive comporte des inconvénients,

car aux monnayages « s'ensuit cherté des vivres et des fruits de la terre et, par conséquent, des marchandises nationales, ainsi qu'étrangères » (Góis, 1544-1549/1987, p. 41). Dans ce passage, Damião de Góis relie l'augmentation de la monnaie en circulation à l'aggravation des prix, en explicitant le rapport direct qui existe entre ces deux phénomènes. La mesure qu'il préconise pour éviter la cherté consiste à « faire de la bonne monnaie », autrement dit, à suivre une politique de valorisation monétaire ; il en vient même à admettre que la sortie de l'or et de l'argent serait un moindre mal par rapport aux effets de la hausse des prix. Cependant, il veille clairement à associer la politique d'une devise forte au maintien ou à l'afflux à l'intérieur du royaume du précieux métal représentatif de la richesse.

À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, il existe de plus en plus la conviction que les liens entre les opérations commerciales successives sur différents marchés ne devraient pas être entravées par des obstacles techniques résultant d'une utilisation lacunaire des instruments d'échange (les monnaies nationales) ou d'un usage insuffisant des modalités de paiement les plus expéditives (les lettres de change). Comme nous l'avons déjà souligné, l'activité des négociants, cambistes et banquiers devrait être affranchie du stigmate dicté par les normes juridiques et les valeurs éthiques qui associaient cette activité au péché de l'usure. Même s'il ne s'agissait que d'une simple interférence formelle, qui n'empêchait nullement la prolifération des opérations et contrats de change, il est certain que cet anachronisme entre la pratique et la doctrine continuait à attirer l'attention des docteurs et des juristes, lesquels tentèrent de légitimer le caractère non usuraire des opérations de change.

Dans ce contexte, il est plus facile de comprendre l'impact et l'importance du *Tratado do Câmbio* (« Traité de change ») de Fernão Rebelo (1608/1984), écrit pendant le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle, mais qui sera publié à Lyon seulement au début du siècle suivant. L'argument de base que ce dernier utilise pour justifier que « si le change a lieu, non seulement cette opération est

juste, mais, qui plus est, elle pourra être rétribuée» (Rebelo, 1608/1984, *disp.* 6), repose sur la figure juridique du « bénéfice cessant » et du « dommage naissant ». Ainsi, les opérations de change ne devraient pas être assimilées à de simples prêts usuraires, dans la mesure où elles impliquent la prestation d'un service qui, puisqu'il est effectué dans une situation de risque et en renonçant à d'autres services rémunérés, devrait être matériellement récompensé.

À cet égard, mentionnons que, quelques années plus tôt, Pedro Santarém (1552) avait assumé une position identique. L'on attribue à son œuvre la fonction pionnière de réglementer, dans un traité, l'ensemble des pratiques d'assurance liées au transport maritime qui exigeaient l'établissement d'une « convention par laquelle, une fois accordé le prix d'un risque, l'un prend sur soi-même l'infortune de l'autre » (Santarém, 1552/1961, p. 33). Il existait une connaissance empirique de ces pratiques sur plusieurs places commerciales d'Europe depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, notamment à Gênes et Venise. Le nombre croissant d'embarcations en circulation, les mauvaises conditions de navigation (charges mal arrimées ou excessives), la fréquence accrue des naufrages motivés par des causes humaines ou naturelles, en somme l'incertitude et l'imprévisibilité inhérentes aux traversées océaniques, justifiaient pleinement l'adoption de règles institutionnalisées en matière de contrats d'assurance maritime. Dans ce contexte, la principale préoccupation de Pedro Santarém consiste à justifier la légitimité du contrat d'assurance, face aux dispositions canoniques et civiles en vigueur, et, en particulier, à démontrer juridiquement qu'il ne s'agit pas d'un contrat de nature usuraire. Suivant textuellement son argumentation :

Nous pouvons donc en tirer la conclusion indubitable que l'acceptation du risque est la cause immédiate de ce qu'on a reçu, bien plus que le hasard, parce que je reçois chose certaine du fait que j'accepte un risque sur moi-même, et dans ce cas-là il n'y a pas d'usure. Parce que le profit qu'on en retire a un caractère

secondaire, dans le contrat de mutualité il n'y a point d'usure et, donc, un tel profit n'est un péché ni capital ni véniel. (Santarém, 1552/1961, p. 37 *sq.*)

Pour en revenir à Fernão Rebelo, dans le et à son *Tratado do Câmbio*, ce qui semble réellement digne d'intérêt, ce sont les propos de l'auteur sur, d'une part, la fonction de l'argent comme instrument facilitant les échanges et, d'autre part, la variation de sa valeur. Selon Fernão Rebelo : « L'usage propre et principal de l'argent consiste à devenir le prix commun des autres choses, pour ce qui est de la question de l'achat. » (Rebelo, 1608/1984, *disp.* 2.) Dans cette définition, il apparaît clairement une conception de l'argent comme instrument auxiliaire des échanges, ainsi que comme moyen de fixation du prix des différents biens qui se présentent sur le marché. Et c'est précisément cette fonction qui rend indispensable la discussion autour de la façon dont peut varier la valeur de l'argent et comment cette variation engendre un changement de la valeur relative des biens marchands.

En ce qui concerne ce dernier problème, Rebelo souligne que « de la même manière que l'abondance de l'argent réduit la valeur de celui-ci, sa rareté l'augmente ; ainsi, à égalité de circonstances, on donne, pour la même marchandise, plus d'argent là où il abonde que là où il se fait rare » (*ibid.*). Dans cet extrait, on peut constater la présence d'un raisonnement proche de ce qui, plus tard, deviendra la théorie quantitative de la monnaie et qui, à cette époque-là, se présentait sous la forme embryonnaire d'une relation directe entre la quantité d'argent en circulation et le niveau général des prix.

Toujours sur le thème de la valeur de l'argent, Rebelo explique la différence entre sa valeur faciale ou nominale et sa valeur d'échange ou de marché, laquelle dépend de sa rareté et de son utilité. Ses mots sont, à cet égard, d'une grande clarté : « L'argent, qu'il y en ait beaucoup ou peu, au début ou à la fin des foires, a toujours la même valeur apparente, et je dirai, donc, que

l'argent, par rapport à lui-même, a toujours la même valeur ; mais il n'a pas la même valeur par rapport à son usage, parce que la même marchandise coûte ou rapporte plus si l'argent abonde. » (Rebelo, 1608/1984, *disp.* 8.) Autrement dit, l'argent est une marchandise dont la valeur est déterminée par l'utilité et la rareté, qui se traduisent par l'offre et la demande sur le marché.

Les réflexions de Fernão Rebelo dans le domaine de la théorie monétaire témoignent d'une incontestable modernité, compte tenu de la période où elles sont émises. Mais cette modernité n'est pas à confondre avec une innovation pionnière. En effet, dans son traité, l'auteur fait allusion aux sources qui lui servent d'inspiration immédiate, parmi lesquelles se trouvent les œuvres des principaux maîtres à penser de l'école de Salamanque. L'influence de ces auteurs sur le texte de Rebelo est transparente et clairement assumée, ce qui est certainement dû à la présence effective de certains docteurs de l'université de Salamanque à Coimbra et à Évora, durant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. C'est le cas pour Luís de Molina (dont Fernão Rebelo a été l'élève) et de Azpilcueta Navarro, qui, au Portugal, ont formé des disciples de ce processus de rénovation de la pensée scolastique dans lequel ils étaient engagés (voir Grice-Hutchinson, 1978 ; Baeck, 1994 ; Camacho, 1998).

Le mérite de Fernão Rebelo n'est pas mis en cause par cette référence à la matrice espagnole de sa pensée. En adaptant soigneusement les leçons des maîtres de Salamanque à la réalité et à la législation portugaises – en ce qui concerne la compréhension éthico-juridique des opérations de change – Fernão Rebelo devient l'un des principaux interprètes du message véhiculé par ce bastion de la pensée théologique et canonique du XVI<sup>e</sup> siècle.

### Problèmes monétaires et politiques : de l'Union ibérique à la restauration de la monarchie portugaise

Cette communion de pensée bénéficie naturellement du contexte d'union politique régnant dans la péninsule Ibérique entre 1580 et 1640, période pendant laquelle le Portugal est sous la domination de la Couronne espagnole. Au cours de cette période, il est difficile de parler d'auteurs portugais proprement dit, d'autant plus que le castillan servait de langue commune lorsqu'il s'agissait d'émettre des avis et des conseils sur des thèmes de nature monétaire. Un des auteurs qui, par sa provenance, mérite d'être signalé comme représentant de la spécificité portugaise à l'intérieur de la pensée ibérique de cette époque est Duarte Gomes Solis (1628). Son expérience dans l'administration de l'État de l'Inde et sa condition de négociant et de nouveau chrétien<sup>1</sup> ont orienté ses positions et ses écrits sur des thèmes économiques ; il y était particulièrement soucieux de rendre les activités des plus respectables des marchands et les négociants, tant socialement que professionnellement.

Dans leur ensemble, les écrits de Duarte Gomes Solis, rédigés à une époque cruciale pour l'Empire espagnol, tentent d'établir un diagnostic de la crise, d'en établir les causes et d'y proposer des solutions. En ce sens, ils peuvent être rattachés au mouvement de l'*arbitrismo* (« arbitrisme<sup>2</sup> »), bien que le profil de leur auteur (marchand et nouveau chrétien) s'éloigne du profil le plus courant de ceux qui émettaient des conseils (en général, des lettrés).

En plus d'aborder les questions liées au commerce de l'Orient, où il pouvait faire intervenir son activité et son

<sup>1</sup> Dans l'Espagne du XV<sup>e</sup> siècle, « nouveau chrétien » désigne un juif, ou un musulman, récemment converti.

<sup>2</sup> Sur l'arbitrisme et son importance dans le cadre de la pensée économique ibérique du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, voir Baeck (1994), chap. VII. Voir aussi le texte de Louis Baeck et celui de Cláudia de Lozanne Jefferies dans le présent ouvrage.

expérience, Duarte Gomes Solis évoque l'organisation commerciale à l'échelle de l'Empire, ce dernier étant considéré comme l'ensemble des possessions d'outre-mer de la monarchie espagnole. Il propose un système de commerce utilisant tous les produits de l'Empire et organisant les échanges en fonction de la valeur relative des marchandises dans chacune de ces possessions. L'attention, propre au marchand, qu'il porte aux variations géographiques de cette valeur influencera son analyse des problèmes monétaires, cheval de bataille de la pensée économique de l'Espagne de cette époque et matière sur laquelle il avait déjà conseillé le gouverneur de l'Inde. L'exportation ou « extraction » de monnaie constituait forcément un problème prioritaire, lorsque les conceptions économiques réduisaient la richesse à sa forme métallique et se préoccupaient essentiellement de la fortune de l'État.

Bien que Duarte Gomes Solis ait affirmé que l'argent, en vertu de son incorruptibilité, constituait la véritable richesse, il ne partageait pas entièrement les notions métallistes qui régnaient dans l'Espagne de cette époque-là. Il estimait que les arts mécaniques et l'agriculture, en particulier cette dernière, étaient plus utiles que les mines d'or – « qui ne peuvent pas durer » – pour le développement de la population, sans lequel aucun royaume ne pouvait être riche et prospère (1628/1955, p. 124). Qui plus est, il considérait que l'or et l'argent étaient des marchandises et qu'il ne servait à rien d'essayer d'en empêcher la sortie. La solution reposait sur la manipulation de l'argent. L'argent (métal) sortait parce qu'en Espagne, circulait une monnaie dépréciée, les reales de vellón, et parce que l'argent avait une valeur relativement plus faible que dans d'autres pays, sans parler des pays orientaux et, en particulier, de la Chine. La solution consistait, donc, à frapper de la monnaie de bonne qualité, en utilisant, pour ce faire, la moitié des envois d'argent de l'Amérique et en augmentant la valeur nominale des monnaies en argent. Le reste du métal argent, traité comme marchandise, pourrait éventuellement sortir du pays (et on pourrait

même toucher des droits à la sortie), mais son enchérissement relatif devrait réduire les importations en provenance des nations étrangères ; il s'agirait, par conséquent, d'une mesure plus efficace que les interdictions ou les restrictions douanières<sup>1</sup>.

Après la restauration de la monarchie portugaise en 1640, le discours économique s'est réorienté vers les problèmes de reconstruction économique du royaume et a mis de côté les préoccupations centrées sur la fonction et la détermination de la valeur de la monnaie d'argent. L'un des premiers auteurs à manifester ce tournant dans le type de réflexion économique produite à partir de là est le père António Vieira (1643/1951). Son diagnostic de la situation interne du pays présente une réalité excessivement sombre. Les ressources financières disponibles, obtenues grâce à des mesures fiscales de caractère extraordinaire, n'étaient pas suffisantes pour répondre aux exigences d'une éventuelle guerre prolongée avec la Castille, raison pour laquelle il n'y avait rien d'étonnant à l'absence de structures et de moyens adéquats pour défendre le territoire. La possibilité d'une mobilisation des ressources internes était également évoquée de façon peu enthousiaste. Le problème essentiel reposait sur la raréfaction des sources d'imposition, étant donné la pénurie des revenus provenant des activités de production et de commerce, ce qui n'invitait guère à mettre en pratique des politiques de correction monétaire déjà appliquées par le passé. En d'autres termes, l'augmentation du monnayage, ou la diminution décrétée de la valeur de l'argent, aurait des effets inflationnistes que difficilement pourrait supporter une population aux revenus faibles, à la productivité réduite et incapable d'inverser la situation désavantageuse du commerce avec l'extérieur. En outre, la Couronne ne parvenait pas à respecter ses engagements financiers résultant de la création d'une dette interne, d'autant plus qu'il était

<sup>1</sup> Je remercie Jorge M. Pedreira pour ses commentaires et suggestions sur ce paragraphe consacré à Duarte Gomes Solis.

nécessaire de canaliser des ressources matérielles et humaines pour financer des campagnes militaires épuisantes.

Après avoir dressé ce diagnostic, qui met en évidence l'absence des capitaux indispensables au financement des activités de production, de commerce et, surtout, de défense, António Vieira évoque le fait que « dans tous les royaumes et provinces d'Europe, on trouve un grand nombre de marchands portugais, hommes d'une très grande richesse, qui ont entre leurs mains une bonne partie du commerce et des richesses du monde » (Vieira, 1643/1951, p. 8). L'auteur se réfère directement aux juifs et aux nouveaux chrétiens d'origine portugaise répandus un peu partout en Europe et il propose, donc, que se soient établies des conditions et des garanties favorables au retour de ces hommes qui, pour des raisons religieuses, étaient empêchés d'exercer leurs activités au Portugal.

Sa vision du redressement économique obligeait à reléguer au second plan les problèmes analytiques concernant les questions monétaires. Pour lui, l'importance de l'argent était conçue comme un besoin associé à l'essor des activités de commerce et d'industrie. L'objectif de ne pas laisser l'argent sortir du royaume serait atteint pourvu qu'il y ait une diminution substantielle des importations de produits manufacturés. C'est une position identique qui sera assumée et plus amplement développée par Duarte Ribeiro de Macedo (1675) ; celui-ci, qui était préoccupé par la sortie de l'argent du royaume du Portugal, va proposer une solution qui exigeait, surtout, de dynamiser l'offre de produits manufacturés et pas tellement de contrôler le marché monétaire.

Au départ, l'auteur constate que les relations commerciales entre le Portugal et l'extérieur sont dans un état déplorable, ce que dénonce un signe de fragilité économique extrêmement grave : la sortie d'argent du royaume. Dans la lignée de la meilleure tradition mercantiliste, Ribeiro de Macedo cherche par son discours à démontrer quels sont les moyens qui devraient être mis en œuvre pour atteindre l'équilibre de la balance commerciale et éviter, ainsi,

de payer en espèces l'excédent d'importations.

Les conclusions de cette analyse amènent l'auteur à réfuter les solutions traditionnellement indiquées pour contrarier le déficit de la balance commerciale (lois interdisant la sortie de l'argent ou politiques de valorisation monétaire) et propose la seule mesure qui, selon lui, serait efficace : « Le seul moyen qui existe pour éviter ce dommage et empêcher que l'argent ne sorte du royaume, c'est d'y introduire les arts. » (Macedo, 1675/1924, p. 270.)

L'industrialisme de Ribeiro de Macedo est fortement influencé par la politique économique de Colbert, dont il a eu l'occasion d'observer personnellement les effets pendant la période où il a exercé des fonctions diplomatiques auprès de l'ambassade du Portugal à Paris. Cette influence apparaît clairement lorsqu'il présente les instruments de protection manufacturière qui devraient permettre aux produits portugais d'obtenir des avantages compétitifs significatifs. Parmi ces instruments, mentionnons tout particulièrement « l'interdiction absolue, pour les matériaux qui peuvent être utilisés dans le royaume, de sortir de celui-ci », la concession de « dix années d'exemption de droits à tout artisan qui ouvre une nouvelle fabrique », l'attribution de primes « de pension aux artisans qui exécutent le mieux tel ou tel produit » et, de façon générique, les mesures d'encouragement propres à la production lainière (Macedo, 1675/1924, p. 275-277).

Le dernier thème abordé est révélateur du lien étroit entre les réflexions et les propositions de Ribeiro de Macedo, d'une part, et les orientations de la politique économique suivie au Portugal au cours du dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle. Son influence politique est notoire et sa collaboration doctrinale aux mesures en faveur de l'industrie prises à cette époque sera systématiquement évoquée comme preuve de sa contribution au redressement économique du royaume.

Mais ses mérites ne se limitent pas seulement aux points de vue politique et doctrinal. Sur le plan théorique et analytique également, il nous a légué une perception détaillée des relations

fonctionnelles entre les divers secteurs de l'activité économique. C'est ce que nous pouvons constater dans l'analyse qu'il fait du phénomène de la circulation monétaire et dans l'analogie qu'il établit avec la circulation sanguine, de façon à expliquer le rôle joué par les flux monétaires dans le rapprochement et l'interdépendance entre les différents organes de la vie économique. Prêtons attention à son discours à ce propos :

L'argent dans les royaumes a une qualité qui ressemble à celle du sang dans le corps, lequel sert à nourrir toutes les parties de l'être ; et, pour le nourrir, il entre dans une circulation perpétuelle, de sorte qu'il ne s'arrête qu'avec la décadence totale du corps. C'est la même chose avec l'argent : par les arts il passe aux marchands ; des marchands à tous les types de métiers et de mains par où circulent les matériaux qui mettent en œuvre les arts ; de ces mains il passe à celles des laboureurs, par le prix des fruits de la terre pour la sustentation de tous ; des laboureurs aux propriétaires ; et de toutes les mains, par les impôts, au patrimoine royal [...]. Quand cette circulation de l'argent se fait dans le royaume, l'argent sert à nourrir le royaume ; mais quand celui-ci sort du royaume, il représente la même perte que le sang lorsqu'il sort du corps humain. (Macedo, 1675/1924, p. 293 *sq.*)

L'objectif immédiat de Ribeiro de Macedo est d'expliquer pourquoi il est nécessaire d'arrêter l'hémorragie d'argent provoquée par les raisons déjà citées. Toutefois, la portée de ses observations s'amplifie lorsqu'il refuse d'évaluer l'importance de l'argent en fonction de sa rétention dans les coffres de l'État. Les mots qu'il emploie à ce propos sont particulièrement révélateurs :

Supposons qu'un prince thésaurise tout l'argent que son État reçoit sous la forme d'impôts et lui remet ; il est clair qu'en peu d'années, il épuisera cet argent et que riches et pauvres n'auront plus de quoi payer leurs impôts et s'alimenter. C'est la raison pour laquelle les hommes politiques conseillent aux princes, s'ils ne savent pas où dépenser leur argent et s'ils n'ont pas de mines d'or ou d'argent, de construire des palais ; car, pour que l'argent arrive

aux mains du prince, il est nécessaire qu'il en sorte. (Macedo, 1675/1924, p. 294.)

En rejetant la thésaurisation, Ribeiro de Macedo nous révèle une conception de la circulation monétaire en tant qu'élément dynamique d'une économie, étant donné qu'il prône la réalisation d'un plus grand nombre de transactions et qu'il encourage le développement des activités de production et d'accumulation de la richesse. S'il n'existait pas d'autres raisons, celle-ci suffirait sans doute à justifier la place importante que cet auteur occupe dans la pensée économique de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle.

### L'or du Brésil et les objectifs fiscaux de la politique monétaire

La première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, au Portugal, sert de cadre privilégié à l'étude des différentes lectures des problèmes économiques qui apparaissent dans la diversité de la littérature mercantiliste. Bien que quelque peu tardif et guère fondé sur des textes doctrinaux de qualité, le discours mercantiliste portugais trouve tous les motifs possibles et inimaginables pour évoquer et renouveler les thèmes qui ont fait l'objet d'une analyse au cours de la seconde moitié du siècle précédent.

Une nation impériale bien approvisionnée en or du Brésil, sa principale colonie, devait nécessairement se pencher sur les conséquences des flux de ce métal précieux, sur la politique fiscale associée à son extraction, sur le besoin ou non d'introduire des mesures visant à endiguer sa sortie.

Le tableau suivant (voir tableau 11) nous permet de souligner l'importance des entrées d'or brésilien – surtout entre les années 1720 et 1750 – et leur rapport avec les émissions monétaires, les émissions en or représentant, tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, la presque totalité de l'émission monétaire (94 %).

Tableau 11. Entrées d'or brésilien et émissions monétaires

Années	(1) Entrées d'or (conto*)	(2) Émissions monétaires en or (conto*)	(2)/(1) %
1701-1710	9 351	9 514	101,7
1711-1720	31 314	11 142	35,6
1721-1730	63 535	12 760	20,1
1731-1740	69 492	15 457	22,2
1741-1750	60 394	20 941	34,7
1751-1760	52 622	14 176	27,0
1761-1770	34 008	9 431	27,7
1771-1780	29 760	4 717	15,9
1781-1790	13 240	2 211	16,7

\* L'unité de compte est ici le conto qui équivalait à mille escudos et à un million de reis.

Source : Rocha et Sousa, 2005.

L'impact des entrées abondantes d'or et de l'augmentation de l'offre de monnaie entre les années 1720 et 1750 a naturellement suscité l'élaboration de comptes rendus et de mémoires, tant sur la dimension quantitative de ces flux, que sur l'articulation des entrées et des sorties d'or avec les problèmes plus généraux de l'État, en particulier l'équilibre de la balance commerciale et le besoin de mettre en place une politique active de protection et d'encouragement de l'industrie manufacturière.

Ces différents thèmes – entrée et sortie d'or, balance commerciale, protectionnisme industriel – ont fait l'objet des réflexions et des actions menées par quelques-uns des favoris et des conseillers les plus influents du roi João V, tels que le noble Luís da Cunha, le cardinal da Mota et Alexandre de Gusmão. L'opinion qu'ils ont exprimée sur ces sujets aura certainement été décisive pour la mise en place d'une politique industrielle qui, au-delà de sa composante cyclique, a révélé certains signes de durabilité. Et si cette politique n'a pas eu davantage d'impact, cela est dû moins à un quelconque empêchement dicté par les règles du traité de Methuen<sup>1</sup> qu'à l'heureuse circonstance, pour le Portugal,

<sup>1</sup> Il convient ici d'attirer l'attention sur la signification du traité commercial signé entre le

d'avoir la possibilité de solder le déficit de sa balance commerciale avec l'or du Brésil.

Parmi les auteurs mentionnés ci-dessus, il convient de citer en particulier Alexandre de Gusmão (1748/1841), pour être l'initiateur d'une discussion sur les thèmes monétaires, à partir de sa préoccupation relative à l'extraction et au monnayage de l'or du Brésil.

Dans plusieurs avis, consultations et projets de règlement, cet auteur a eu l'occasion de démontrer l'importance que revêtait l'extraction de l'or, en vertu non seulement des progrès technologiques possibles dans les processus d'extraction et de fonderie, mais aussi de la surveillance politique indispensable au maintien du flux d'or et au recouvrement des recettes provenant de son extraction. Sur ce dernier point, son opinion est clairement favorable à l'adoption d'une méthode de recouvrement *per capita*, en fonction du nombre d'esclaves inscrits par chaque propriétaire et employés dans les mines. Par le biais d'une illustration numérique comparant les deux méthodes de perception des impôts, Alexandre de Gusmão démontre comment il serait possible d'éviter l'évasion fiscale, la contrebande et les autres irrégularités observées lors de la perception des *quintos do ouro*<sup>1</sup>. Les éventuelles pertes pourraient, en outre, être compensées par un nouvel impôt sur les bénéfices d'autres activités industrielles

---

Portugal et l'Angleterre, en 1703, généralement connu sous le nom de l'ambassadeur anglais (John Methuen) qui conduisit les négociations politiques et commerciales au terme de la guerre de Succession d'Espagne et des aménagements diplomatiques qui en résultèrent. L'appui politique et militaire apporté par l'Angleterre au Portugal justifia l'acceptation d'un ensemble de clauses commerciales qui, en prescrivant des conditions préférentielles de placement des vins portugais sur le marché anglais et des tissus britanniques au Portugal, mettait apparemment en cause l'ambition de la stratégie industrialiste suivie au cours des décennies précédant la signature du traité de Methuen. Dans l'historiographie portugaise moderne, il ne fait aujourd'hui aucun doute que les difficultés dans le démarrage industriel au XVIII<sup>e</sup> siècle sont moins dues à la rigueur du traité de Methuen qu'aux facilités résultant de la découverte et de l'exploitation de l'or brésilien.

<sup>1</sup> Impôt correspondant à un cinquième de la quantité déclarée d'or extrait des mines.

(Gusmão, 1733/2006).

La question de l'or était d'autant plus importante que celui-ci permettait de maintenir à l'intérieur du royaume une circulation monétaire capable de conférer une certaine valeur aux biens produits localement. Autrement dit, alors que l'on constatait une inévitable sortie de monnaie pour solder le déficit commercial, il s'avérait indispensable de compenser cette sortie par un flux permanent garanti par la production minière du Brésil. C'est la raison pour laquelle l'auteur déplore et condamne la situation qu'il décrit de la façon suivante :

Il est impossible de suppléer avec la monnaie qui entre dans le royaume toute celle qui en sort ; il en résulte évidemment que diminue, chaque jour un peu plus, notre présumé fonds de cent millions [montant total présumé de la circulation monétaire]. Il en va de la sorte parce que, tous les jours, il y a un peu moins d'or qui vient des mines et l'extraction d'argent du royaume ne fait qu'aller en augmentant. Pour cette raison [...] il ne fait aucun doute que cette diminution de l'argent des mines et cette plus grande extraction de la monnaie ne font que contribuer simultanément à sa pauvreté. (Gusmão, 1748/1841, paragr. 12.)

Ses arguments sont fondés sur un raisonnement élémentaire de théorie quantitative de la monnaie, qui établit une relation directe et causale entre l'augmentation de la monnaie en circulation et la hausse des prix internes. En plus d'exhorter à une meilleure administration des processus d'extraction, de fonderie et d'obtention de revenus fiscaux de l'or, Alexandre de Gusmão propose également, comme remèdes susceptibles d'éviter la perte d'argent, d'imposer des restrictions à l'importation des produits de luxe et d'inciter à la création de nouvelles manufactures.

Avec Alexandre de Gusmão, se referme un cycle de réflexion sur la monnaie et les problèmes monétaires qui s'insère dans le cadre fondamental de la doctrine et de la politique économiques préconisé par les auteurs fidèles au credo mercantiliste. Ce n'est

que dans la deuxième moitié du siècle, à une époque où d'autres courants de pensée économique commencent à exercer davantage d'influence, que l'on assiste à une modernisation de l'analyse monétaire chez des auteurs sensibles aux arguments développés par les physiocrates, par David Hume et par Adam Smith.

## Bibliographie

### *Bibliographie primaire*

- GÓIS, Damião de -, « Cartas a D. João III », (1544-1549), in : A. H. R. de OLIVEIRA MARQUES, *Portugal Quinhentista, Ensaios*, Lisbonne, Quetzal Editores, 1987, p. 33-70.
- GUSMÃO, Alexandre de -, « Regimento da capitação, para melhor arrecadação dos quintos, proposto e articulado por Alexandre de Gusmão », (1733), in : J. CORTESÃO, *Alexandre de Gusmão e o Tratado de Madrid*, Rio de Janeiro, Fundação Alexandre de Gusmão (FUNAG), partie 2, t. I (*Obras várias de Alexandre de Gusmão*), 2006.
- GUSMÃO, Alexandre de -, « Cálculo sobre a Perda de Dinheiro do Reino », (1748), in : *Colecção de vários escritos inéditos, políticos e literários de Alexandre de Gusmão*, Porto, Tipografia de Faria Guimarães, 1841, XV-319 p.
- MACEDO, Duarte RIBEIRO de -, « Discurso sobre a Introdução das Artes no Reino », (1675), in : A. SÉRGIO, (dir.), *Antologia dos Economistas Portugueses, Século XVII, Obras em português*, Lisbonne, Biblioteca Nacional, 1924, p. 241-325.
- REBELO, Fernão, « Tratado do Câmbio », (1608), in : V. RAU, *Estudos sobre História Económica e Social do Antigo Regime*, Lisbonne, Editorial Presença, 1984, p. 83-129.
- SANTARÉM, Pedro de -, *Tratado Muito Útil e Quotidiano dos Seguros e Promessas dos Mercadores*, Venise, (1552) ; nouv. éd. M. B. AMZALAK, (dir.), Lisbonne, Gremio dos Seguradores, 1961.

- SOLIS, Duarte GOMES -, *Alegación en favor de la compañía de la India Oriental y comercios ultramarinos que de nuevo se instituyó en el Reyno de Portugal*, (1628), in: M. B. AMZALAK, (dir.), *Economía e Finanzas, Anais do ISCEF*, vol. XXIII, 1955, p. 169-332.
- VIEIRA, P. António, « Proposta feita a El-Rei D. João IV em que se lhe apresentava o miserável estado do reino e a necessidade que tinha de admitir os judeus mercadores que andavam por diversas partes da Europa », (1643), in: P. A. VIEIRA, *Obras Escolhidas*, vol. IV, Lisbonne, Sá da Costa, 1951, p. 1-26.

### *Bibliographie secondaire*

- AMZALAK, Moses B., *Do Estudo e da Evolução das Doutrinas Económicas em Portugal*, Lisbonne, chez l'auteur, 1928.
- BAECK, Louis, *The Mediterranean Tradition in Economic Thought*, Londres et New York, Routledge, 1994, IX-241 p.
- BOXER, Charles R., *The Portuguese Seaborne Empire 1415-1825*, Londres, Hutchinson, 1969, xxvi-426 p.
- BRAUDEL, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Le temps du monde*, t. III, Paris, Armand Colin, 1979, 607 p.
- CARDOSO, José Luís, *Pensar a Economia em Portugal. Digressões Históricas*, Lisbonne, Difel, 1997, 241 p.
- CARDOSO José Luís, (dir.), *Dicionário Histórico de Economistas Portugueses*, Lisbonne, Temas e Debates, 2001, 378 p.
- GODINHO Vitorino de MAGALHÃES -, *L'Économie de l'Empire portugais aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, Paris, Service d'édition et de vente des publications de l'éducation nationale (Sevpen), 1969, 857 p.
- GÓMEZ CAMACHO, Francisco, *Economía y Filosofía Moral: La Formación del Pensamiento Económico Europeo en la Escolástica Española*, Madrid, Editorial Síntesis, 1998, 352 p.
- GONNARD, René, *La Conquête portugaise. Découvreurs et économistes*, Paris, Librairie de Médicis, 1947, 163 p.

- GRICE-HUTCHINSON, Marjorie, *Early Economic Thought in Spain 1177-1740*, Londres, Allen & Unwin, 1978, 189 p.
- LANGHOLM, Odd, *The Legacy of Scholasticism in Economic Thought: Antecedents of Choice and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, IX-200 p.
- MAGALHÃES, José Calvet, *História do Pensamento Económico em Portugal; da Idade Média ao Mercantilismo*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1967, XVI-536 p.
- ROCHA, Maria M., SOUSA, Rita MARTINS de -, « Moeda e crédito », in: P. LAINS et Á. FERREIRA DA SILVA, (dir.), *História Económica de Portugal, 1700-2000. O Século XVIII*, vol. I, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2005, p. 209-236.
- VILAR, Pierre, *Or et monnaie dans l'histoire 1450-1920*, Paris, Flammarion, 1974, 439 p.